



Les gouvernements et l'extrême droite soutiennent les massacres à Gaza, les populations les dénoncent dans les rues !

L'armée israélienne a désormais coupé Gaza en deux et commence à frapper au sol aussi aveuglément qu'elle l'a fait du ciel. Plus de 9 700 personnes ont déjà été tuées, la moitié des habitations rasées. Après les hôpitaux, un convoi d'ambulances évacuant des blessés vers l'Égypte a été pris pour cible. Et quand la population échappe aux bombes, c'est le manque d'eau qui menace. Sept rapporteurs spéciaux des Nations unies s'inquiètent désormais d'un risque de génocide.

Comble du cynisme : sur les 18 500 travailleurs gazaouis employés en Israël, 4 000 s'y sont retrouvés piégés après le 7 octobre, y ont été retenus prisonniers, passés à tabac et humiliés avant d'être renvoyés sous les bombes. En Cisjordanie, les colons israéliens, armés par l'État et protégés par l'armée, ont accéléré les exactions pour chasser les populations palestiniennes, détruisant les habitations, tuant ou torturant ceux qui résistent.

L'impérialisme complice de ce crime contre l'humanité

Ce carnage se fait avec la bénédiction des grandes puissances, États-Unis et France en tête, pour qui l'État d'Israël est un gardien de leur ordre au Proche-Orient. Macron et Biden ont aussi du sang sur les mains ! Le bombardement de l'Institut français de Gaza, preuve que les frappes visent la destruction totale de Gaza, n'a soulevé qu'une polie « incompréhension » du gouvernement français.

Par contre, Macron et Darmanin tentent d'instrumentaliser le conflit au service de leur politique raciste. Les tags et agressions antisémites sont systématiquement rapportés dans les médias. Ils sont évidemment odieux et doivent être dénoncés, mais le gouvernement a l'indignation sélective : les agressions et les déclarations racistes anti-arabes se sont elles aussi multipliées, y compris dans les médias. À l'exemple du journaliste de LCI, Pascal Perri, qui parle d'un « antisémitisme couscous ». Comme d'habitude, c'est la population d'origine arabe qui est stigmatisée, accusée d'être antisémite, alors que l'extrême droite française a toujours fait de la haine des Juifs son fonds de commerce et que Macron lui-même, en 2018, avait rendu hommage à Pétain.

MANIFESTATION · Samedi 11 novembre
METZ · Place de la République · 14H30

Le secteur social et médico-social est dispersé dans des champs professionnels divers avec des petites équipes de travail.
Ce bulletin est donc diffusé en petit nombre, s'il t'a intéressé, fais le circuler autour de toi.



Un devoir de solidarité internationaliste que nous devons amplifier en France !

Ce samedi, la solidarité avec le peuple palestinien a franchi un nouveau cap en France, avec plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris et dans une quarantaine de villes, après trois semaines de mobilisation, malgré les interdictions et l'amalgame que cherche à imposer le gouvernement entre solidarité avec le peuple palestinien et apologie du terrorisme ou antisémitisme.

Les manifestations se sont multipliées à Londres, New-York, en Nouvelle-Zélande, Turquie ou Indonésie, exprimant indignation et rage face aux massacres. Aux États-Unis, la contestation est particulièrement massive contre le soutien de Biden à Netanyahu. À Oakland, 200 manifestants ont bloqué un navire destiné à livrer des armes à Israël.

Le peuple de Palestine, opprimé depuis 75 ans, enfermé dans des ghettos de misère, bombardé, a besoin d'une solidarité internationale qui fasse pression sur Netanyahu et sur nos propres gouvernements qui le soutiennent. Le combat du peuple palestinien pour son émancipation et sa liberté est indissociable de la lutte contre toutes les oppressions, les rapports de domination et d'exploitation qu'il faudra renverser là-bas comme partout. Travailleuses, travailleurs, jeunes, il faut construire le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu et la politique guerrière et antisociale des gouvernements qui le soutiennent, dont celui de Macron !

Dans les jours qui viennent, réunissons-nous sur nos lieux de travail et d'étude, faisons entendre notre colère, organisons-nous en collectifs d'expression de notre solidarité de travailleuses et travailleurs ! Halte au massacre à Gaza !

Quand travail social rime avec répression anti-syndicale

Le 7 novembre, Elena, éducatrice spécialisée dans un service de protection de l'enfance de l'ALEFPA dans les Hauts-de-Seine était convoquée à un « entretien préalable à sanction pouvant aller jusqu'au licenciement pour faute grave ». Pour cette militante de la Commission de mobilisation du travail social d'Ile-de-France qui a participé à l'implantation de la CGT dans son établissement, c'était le troisième entretien de ce type depuis 13 mois. Encore une fois le motif était bidon : la direction lui reproche de ne pas avoir attendu la validation de ses feuilles de changement d'heures. Une pratique habituelle qui met en lumière les difficultés de planning et les manque d'effectifs. Mais le management brutal, l'encadrement par la pression et la répression ne nous ferons pas taire. Dans le social, organisons-nous pour défendre nos intérêts de travailleurs, nos conditions de travail, nos missions et des accompagnements de qualité !

Ehpad : 30 % des résidents souffriraient de dénutrition

Une étude du magazine 60 millions de consommateurs fait le point sur la qualité des repas servis aux résidents des Ehpad, c'est-à-dire les maisons de retraite. Elle pointe une forme de maltraitance des personnes âgées dans les pratiques alimentaires et les résultats sont inquiétants. Loin d'être un moment de plaisir, les assiettes servies dans ces établissements sont trop souvent sans saveur, voire immangeables, et les conditions des repas ne permettent pas toujours de répondre aux besoins énergétiques des résidents. La qualité de la nourriture n'est pas le seul vecteur de problèmes d'alimentation. D'après les résultats de l'étude, les horaires de service des repas leur imposent un jeûne trop long entre le dîner et le petit-déjeuner, qui « avoisine souvent les quatorze heures » et l'encadrement insuffisant. Résultat : on estime qu'environ 30 % des résidents souffrent de dénutrition. Par contre, les grands groupes privés qui contrôlent beaucoup d'établissements pètent la santé.

Le bluff de Nexem et des patrons du secteur social

Les organisations patronales, main dans la main avec le gouvernement, détruisent nos conditions de travail et d'accompagnement. Nous dénonçons la duplicité des organisation patronales du secteur social - dont Nexem qui a lancé un mouvement de mobilisation baptisé #SolidaritéEnDanger - alors qu'elles cherchent à nous imposer une convention collective unique au rabais.

Fin de l'AME, une attaque de plus contre les travailleurs immigrés

À l'occasion du débat au Parlement sur la loi immigration de Darmanin, la droite et l'extrême droite sont vent debout contre l'AME, l'aide médicale d'État, qui permet sous certaines conditions de prendre en charge les soins pour les personnes sans papiers. Et pourtant, un sans-papiers sur deux ne fait pas appel à cette aide, qui ne coûte au total que 0,5 % du budget de l'assurance maladie. Mais le problème des politiciens, ce n'est pas la santé publique. C'est de faire de la démagogie raciste et de tenter de dresser une partie des travailleurs et travailleuses contre les autres.

Début de la trêve hivernale...

après un record d'expulsions en 2022 !

Le 1er novembre a débutée la « trêve hivernale ». Environ 38 000 personnes ont été expulsées de leur logement en 2022 en France, d'après les chiffres officiels. Mais selon la fondation Abbé-Pierre, c'est sans doute trois fois plus, puisque beaucoup de familles partent avant l'arrivée de la police. Ce chiffre est le plus haut depuis 20 ans ! Pourtant trois millions de logements, au bas mot, sont vacants dans ce pays ! Dont des immeubles vides depuis des décennies au cœur des grandes métropoles.

JO Paris 2024 :

vers un « nettoyage social » des rues de Paris ?

À l'initiative de Médecins du monde, un collectif de plus de 60 associations a interpellé le « comité d'organisation, son président Tony Estanguet, les athlètes et les Fédérations, sponsors et partenaires des Jeux ». Ces associations ont lancé une campagne de sensibilisation, car elles craignent un « nettoyage social » des rues de Paris avec des « délogements de sans-abri, des réductions des places d'hébergement d'urgence, des fermetures des points d'accueil, de distribution de l'aide alimentaire, etc. ». Et de souligner : « Il faut garantir une continuité de la prise en charge des personnes en situation de précarité et d'exclusion, avant, pendant et après les Jeux. » Leurs craintes sont d'autant plus fondées que ce nettoyage social a déjà commencé. Il y a quelques jours, le gouvernement a créé la polémique en proposant 100 euros de dédommagement aux étudiants qui seront exclus de leurs logements Crous pendant les compétitions alors que le préfet de police interdisait les distributions de nourriture dans plusieurs quartiers de la capitale.

Si ce bulletin t'a plu, fais-le lire à tes collègues et n'hésite pas à nous transmettre des informations ou à prendre contact : npa.metz@gmail.com

